



Présidentielle au Gabon Coup de force français

Communiqué, le 4 septembre 2009

Alors que les Gabonais aspirent à la démocratie et au changement après les 41 ans de gabegie du règne d'Omar Bongo, Ali Ben Bongo, fils du précédent, vient, non sans difficulté, d'être déclaré vainqueur de l'élection présidentielle au terme d'une mascarade électorale et d'un coup de force qui vise à prolonger la mainmise du clan Bongo sur le pays, avec la bénédiction des autorités françaises.

Ali Ben Bongo, fils et ex-ministre de la Défense d'Omar Bongo, également visé en France par une plainte sur les "biens mal acquis", a été déclaré vainqueur de l'élection présidentielle gabonaise du 30 août dernier avec 41,73% des voix devant ses deux principaux concurrents André Mba Obame (25, 88%) et Pierre Mamboundou (25, 22%). Annoncés non sans atermoiements par la Commission électorale nationale autonome et permanente (CENAP, en grande partie composée de membres du Parti démocratique gabonais, au pouvoir) et surtout par l'actuel ministre de l'Intérieur (également PDGiste), ces résultats contredisent toutes les estimations qui donnent, procès-verbaux des décomptes de voix à l'appui, Ali Bongo loin derrière ses deux principaux concurrents. Mais c'était compter sans les faux PV et les PV falsifiés introduits à la Commission électorale.

Afin de mener à son terme cette mascarade électorale, le régime a également dispersé avec violence les nombreux manifestants et responsables de l'opposition venus au siège de la CENAP s'assurer du bon décompte des voix. Aujourd'hui, la Garde présidentielle et l'armée quadrillent Libreville.

La tension est extrême dans le pays. Exténués par 41 ans de dictature d'Omar Bongo et ulcérés par le coup de force d'Ali Bongo, la majorité des Gabonais n'entend pas se laisser abuser une fois de plus.

Le consulat de France à Port Gentil a ainsi été incendié, tout comme un édifice du groupe français Total, symboles du soutien indéfectible de la France au régime Bongo depuis des décennies.

La France a prétendu être neutre "La seule chose qu'elle fait dans cette élection, c'est d'aider au déroulement normal des opérations" a déclaré le secrétaire d'Etat à la Coopération, Alain Joyandet. Sans doute trouve-t-il normales les conditions de la tenue de cette élection : organisation précipitée du scrutin, listes électorales gonflées, multiples violations du droit constitutionnel, énorme déséquilibre financier et médiatique entre les candidats qui, ailleurs, feraient crier au déni de démocratie. Dès le lendemain du vote, le même A. Joyandet a jugé le scrutin régulier alors que de nombreuses fraudes ont été dénoncées tant au Gabon que dans les ambassades à l'étranger. A l'ambassade du Gabon en France par exemple, l'ambassadrice a même été prise la main dans le sac, en possession de plusieurs dizaines de fausses cartes d'électeur.

Est-ce être neutre que laisser Robert Bourgi, conseiller notoire de Nicolas Sarkozy pour la diplomatie parallèle, ainsi que d'autres ressortissants français en vue au Gabon soutenir Ali Bongo ? Alors que dans le même temps A. Joyandet menace les Gabonais : "si par malheur, les ressortissants français venaient à être inquiétés, il y aurait une quasi-automaticité d'intervention de nos troupes basées sur place.[...] il y a assez peu de probabilité que l'armée française quitte le Gabon."

L'association Survie attire l'attention des dirigeants français sur la lourde responsabilité qui est la leur dans la détérioration de la situation au Gabon. A force de vouloir figer le pouvoir gabonais aux mains d'un clan complice des intérêts transnationaux les plus voraces, la France s'aliène la majorité du peuple gabonais.

L'association Survie demande aux autorités françaises de ne pas reconnaître l'élection d'Ali Bongo et de ne pas cautionner la prise du pouvoir par ce qui constitue un véritable un coup d'Etat électoral. Nous attendons du ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner la même résolution dans la défense des principes démocratiques qu'il a montrée lors d'autres élections dans le monde, le même soutien à une opposition écrasée et bafouée dans ses revendications. Nous ne voulons pas que notre pays apparaisse comme le fidèle soutien de régimes despotiques indéfiniment reconduits.

Nous demandons au gouvernement français de s'assurer que les militants gabonais de la démocratie et des

droits de l'Homme seront préservés de la répression qui risque de s'abattre sur eux comme sur tous ceux qui luttent pour le droit et la justice. Nous assurons les citoyens gabonais qui défendent leurs droits de notre solidarité dans leurs revendications.

En Mauritanie, au Niger, à Madagascar, nous assistons à un recul des acquis démocratiques, tandis qu'au Congo Brazzaville, au Cameroun, au Tchad les vieilles dictatures sont confortées. Le risque est grand de voir surgir au Gabon le même scénario qu'au Togo depuis 2005 : élection truquée, coup d'Etat électoral, répression des contestations, puis normalisation diplomatique validant une succession dynastique de Faure Gnassingbé après 38 ans de règne d'Eyadéma père.

Tout cela, avec la complicité de la France, dans la droite ligne de la triste politique françafricaine avec laquelle le candidat Nicolas Sarkozy voulait rompre. Politique qu'il prétend maintenant camoufler sous des gesticulations médiatiques comme celle qui s'annonce en 2010, décrétée « année de l'Afrique » : *“ année importante pour la relation entre l'Afrique et la France alors que 14 anciennes colonies françaises célébreront le cinquantième anniversaire de leur indépendance. (...) Et je souhaite que 2010 signale aussi l'achèvement d'une rénovation profonde de nos relations avec le continent africain ”*. Certains Français en seront peut-être dupes, pas les peuples africains.

Contact presse : Olivier THIMONIER olivier.thimonier@survie.org Tél. : 01 44 61 03 25